



CODESRIA

13

èmç

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI
إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

VERSION PROVISOIRE
NE PAS CITER

**La monnaie unique africaine : contribution à l'étude du
problème des Etats Unis d'Afrique**

Ibrahima Thione DIOP
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Introduction

L'idée d'États Unis d'Afrique n'est pas si nouvelle que cela, dès en 1912 Marcus Garvey mettait en place son Association pour l'Amélioration universelle des Noirs et des communautés africaines. Ce qu'il se proposait de transformer en États Unis d'Afrique à partir de 1924 dans le but d'avoir un continent assez représentatif aussi bien sur le plan économique, politique, culturel, que démographique.

C'est dans ce sens qu'il faut replacer l'émergence de tous les mouvements panafricanistes créés vers les années 1945 et avec comme principaux animateurs : Dubois, Lumumba, Kenyatta, Nkrumah, Cheikh Anta Diop. A l'époque le Panafricanisme était entendu comme une doctrine qui devait permettre la réalisation de l'unité des peuples africains. Dans cette optique, il convient d'ailleurs de signaler que c'est le cinquième congrès panafricaniste de Manchester qui va pour la première fois parler du concept d'États Unis d'Afrique en 1945. Les indépendances des pays d'Afrique à partir de 1957 ont donné un cachet plus politique à l'idée panafricaniste avec la création de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963, cette dernière étant transformée en Union Africaine depuis le sommet de Lomé de 2000. Le projet d'États Unis d'Afrique en l'attente a par la suite été réactivé avec l'accession du Président Kadhafi à la présidence de l'Union en 2009. Durant son mandat, le Guide Libyen très optimiste prévoyait la mise en place d'une force militaire, d'une monnaie unique et d'un passeport africain. Force est de constater que cet enthousiasme s'est aujourd'hui effrité pour deux raisons : d'abord la réticence de la majorité des dirigeants africains à aller précipitamment vers un tel projet et l'arrivée des révolutions arabes qui ont mis en difficulté le Président Kadhafi.

Or dans le contexte actuel de mondialisation où seuls les grands ensembles peuvent tirer leur épingle du jeu, l'idée des États Unis d'Afrique à travers une intégration économique renforcée des différents pays peut constituer le socle sur lequel le continent pourrait s'appuyer pour mieux peser sur les grandes décisions au niveau de l'échiquier économique et financier international. Pour relever les défis de cette mondialisation, il convient de remarquer que l'idée d'une monnaie unique africaine pourrait être un grand accélérateur pour l'avancement de ces États Unis d'Afrique.

Globalement, toute notre problématique va être articulée sur trois points :

- L'Afrique face à la mondialisation actuelle
- La monnaie unique africaine : un enjeu pour l'intégration économique et l'émergence des États Unis d'Afrique
- Les contraintes techniques et institutionnelles de la mise en place de la monnaie unique

1 L'Afrique dans le contexte de la mondialisation

En raison de l'Afrique du fait de sa faible intégration dans les réseaux commerciaux et financiers internationaux a pu limiter les conséquences négatives issues de la récession dans les pays industrialisés ces dernières années. Toutefois l'analyse de plusieurs indicateurs montre aujourd'hui que l'Afrique reste mal placée dans la mondialisation.

Ces indicateurs seront appréhendés dans quatre directions : la part de l'Afrique dans les IDE, la part de l'Afrique dans le commerce international, la récurrence des crises alimentaires et le retard dans la mise en place de la révolution verte, et enfin le retard du continent dans l'accès aux NTIC.

I.1 L'analyse de la tendance des IDE en Afrique

En dépit de l'importance actuelle des mouvements internationaux de capitaux dans le monde, un constat s'impose toujours : l'Afrique manque souvent de ressources pour financer ses investissements et surtout les infrastructures. L'analyse de la tendance des IDE sur le continent va dans le même sens. Ainsi sur un total d'IDE entrant de 1114 milliards de dollars en 2009, l'Afrique ne capte que 59 milliards contre 72 milliards en 2008 et 63 milliards en 2007 soit 5.3% du total des IDE entrant dans le monde en 2009. Par comparaison, les tendances sont de 10.5% pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et 20.9 pour cent pour l'Asie du sud et du sud est dans la même période c'est-à-dire 2009. Cette tendance négative est encore beaucoup plus marquée si on s'intéresse de près à l'Afrique au sud du Sahara qui ne représente que 1% des IDE parvenus aux pays en voie de développement en 2009. Une analyse fine montre une concentration des IDE en 2009 sur 4 pays (l'Angola, l'Afrique du sud, l'Égypte et le Nigeria) : ces quatre pays drainent 44% des IDE entrant sur le continent en 2009 (CNUCED, 2010).

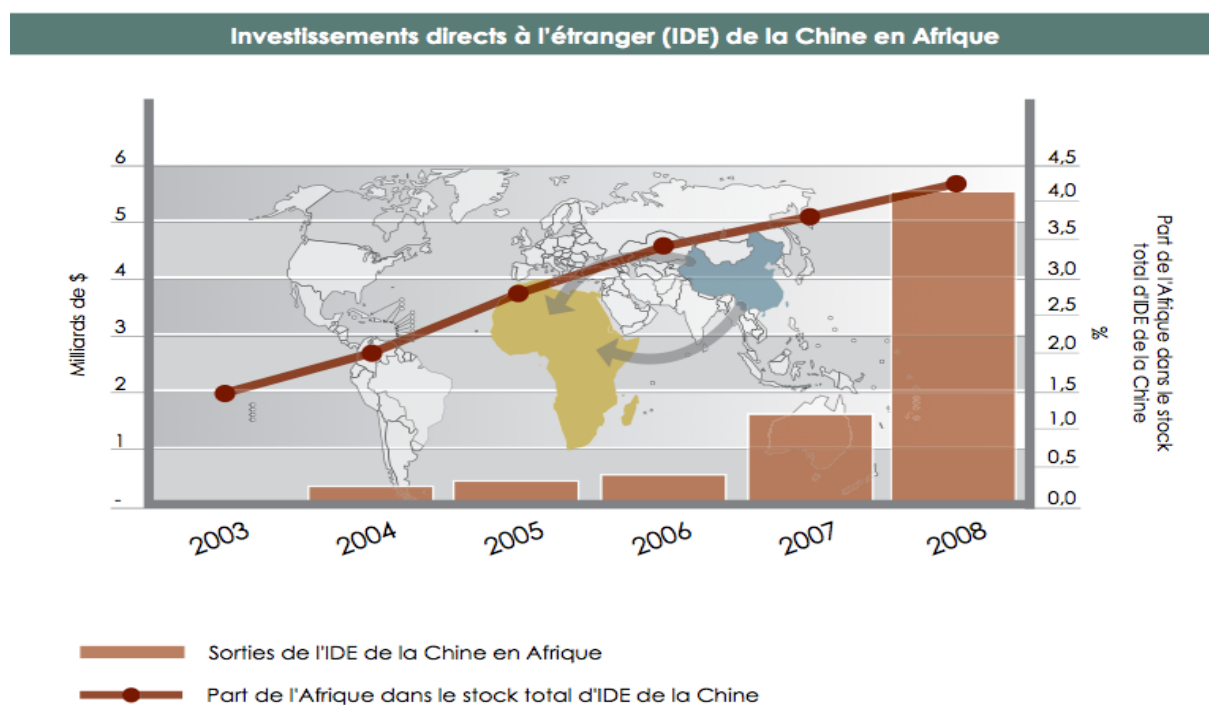
Tableau 1 : Mouvements d'IED par région, 2007-2009 (en milliards de dollars et en pourcentage)

| Région | Entrées d'IED | | | Sorties d'IED | | |
|-----------------------|---------------|------|------|---------------|------|------|
| | 2007 | 2008 | 2009 | 2007 | 2008 | 2009 |
| Monde entier | 2100 | 1771 | 1114 | 2268 | 1929 | 1101 |
| Pays développés | 1444 | 1018 | 566 | 1924 | 1572 | 821 |
| Pays en développement | 565 | 630 | 478 | 292 | 296 | 229 |
| Afrique | 63 | 72 | 59 | 11 | 10 | 5 |
| Pays développés | 68,8 | 57,5 | 50,8 | 84,8 | 81,5 | 74,5 |
| Pays en développement | 26,9 | 35,6 | 42,9 | 12,9 | 15,4 | 20,8 |
| Afrique | 3 | 4,1 | 5,3 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |

Sources : CNUCED 2010.

Dans le même ordre d'idées, l'établissement de nouveaux partenariats avec les pays émergents a changé en termes d'origine la configuration des IDE en Afrique à travers les interventions des sociétés transnationales multinationales. Les activités de ces entreprises ont représenté en 2005/2008, 22% des IDE du continent contre 18% dans la période 1995/1999. Pour mémoire la part de l'Afrique dans le stock total d'IDE de la Chine passe de 1.8% en 2003 à 4% en 2008 ce qui demeure toujours faible.

Graphique 1 : Investissements directs à l'étranger (IDE) de la Chine en Afrique



Source : CNUCED (2010)

I 2 La part de l'Afrique dans le commerce international

Les différentes tentatives de libéralisation du commerce international par l'OMC entreprises depuis 1995, n'ont toujours pas permis d'améliorer le classement de l'Afrique dans le commerce mondial. La part de l'Afrique dans le commerce international se situe autour de 2.8% (El Hachimi 2011), malgré une forte ouverture des marchés du continent depuis les plans d'ajustement structurel des années 1980. Paradoxalement, cette ouverture a eu pour conséquence de restreindre la part de l'Afrique dans le commerce mondial qui passe de 4% en 1980 à 2.8% en 2008.

L'extraversion et la désarticulation des économies africaines font aujourd'hui encore que le continent se spécialise dans les exportations de matières premières et de produits de base dont les prix ne cessent de baisser et il importe essentiellement des produits manufacturés et alimentaires dont les prix ne cessent d'augmenter. La détérioration des termes de l'échange qui découle d'un tel constat fait que le déficit de la balance commerciale du continent se creuse régulièrement. Cette spécialisation de l'Afrique qui la place mal dans la mondialisation apparaît clairement à travers les statistiques suivantes

de la CNUCED en 2008. Les exportations africaines vers le reste du monde sont composées à 72% de combustibles et de minerais et les importations africaines en provenance du reste du monde à 73% de produits manufacturés. La part de l'Afrique dans les exportations mondiales de produits manufacturés passe ainsi de 1% en 2000 à 1.3% en 2008. (CNUCED : Développement économique en Afrique 2009)

La mauvaise place de l'Afrique dans le commerce mondial est également expliquée par les difficultés rencontrées par l'OMC à trouver un compromis au Cycle de DOHA. La conséquence qui en découle est la poursuite du dumping commercial par les pays développés qui continuent à subventionner leurs produits au détriment des productions locales africaines appauvrissant ainsi davantage les populations africaines.

I 3 Crises alimentaires, famine et absence de révolution verte sur le continent

La famine actuelle sur le continent et la crise alimentaire ont mis en évidence la faiblesse de l'Afrique subsaharienne en matière d'agriculture. En cause, on peut citer la sécheresse, mais aussi la guerre qui a poussé sur les routes de l'exil des centaines de milliers de somaliens, de soudanais ; à cela on peut ajouter la flambée des prix du pétrole et des produits alimentaires mais également l'absence d'une révolution verte pour stimuler les rendements de l'agriculture.

Il convient de souligner que les programmes d'ajustement structurels menés par le FMI dans les années 1980, avaient négligé les investissements dans le secteur agricole. La part de l'agriculture dans l'aide au développement est ainsi passée de 17% à 3% au cours des 20 dernières années et selon Jacques Diouf de la FAO.

Aujourd'hui, la famine qui sévit sur la Corne de l'Afrique menace directement la survie de plusieurs dizaines de millions d'habitants alors que l'Afrique possède 60% des terres arables non cultivées de la planète et dispose d'un énorme potentiel énergétique.

Une bonne révolution verte associée à des solutions durables pour les crises récurrentes sur le continent pourrait sans aucun doute constituer la solution pérenne pour la famine.

I 4. L'Afrique et les TIC

Au moment où les pays du Nord affichent les meilleurs taux de pénétration en matière d'internet, mais également enregistrent d'énormes avancées dans les domaines des technologies de communication, l'Afrique avec 86 millions d'utilisateurs affiche un taux de pénétration global de 8% soit 4.8% des utilisateurs dans le monde (UIT2010). Les pays qui ont les meilleurs taux de pénétration en termes de population sont le Maroc (42%), la Tunisie (33%), le Nigeria (30%).

Tableau 2 : Taux de pénétration de l'Internet dans différents pays africains

| Pays | Nombre d'utilisateurs (2009) | Population | Taux de pénétration (2009) |
|----------------|------------------------------|-------------|----------------------------|
| Maroc | 13 213 000 | 31 671 474 | 42 % |
| Tunisie | 3 500 000 | 10 589 025 | 33 % |
| Nigeria | 43 989 000 | 149 283 240 | 30 % |
| Egypte | 20 136 000 | 84 474 000 | 24 % |
| Algérie | 4 700 000 | 36 057 838 | 13 % |
| Zimbabwe | 1 423 000 | 11 651 858 | 12,2 % |
| Ouganda | 3 200 000 | 31 367 972 | 10,2 % |
| Kenya | 3 996 000 | 39 002 772 | 10 % |
| Afrique du Sud | 4 420 000 | 49 052 489 | 9 % |

Sources : statistiques de l'UIT 2010

Cette faiblesse des taux de pénétration sur le continent est sources de blocage pour la mise en place de certains projets très porteurs. En réalité quels que soient aujourd'hui les projets que le continent veut dérouler cela devra nécessairement passer par les nouvelles technologies et ceci pour tous les secteurs de l'économie (Ndoye Abdoul Aziz Nepad 2009).

Ce niveau réduit du taux de pénétration pour le net jumelé à la part de l'Afrique faible dans les dépenses mondiales pour la recherche et le développement (moins de 1%), plombent quelque part les opportunités de développement du continent.

Au total, ces quatre tendances nous permettent de voir que l'Afrique ne tire pas son épingle du jeu dans la mondialisation actuelle, puisque dans ce dernier seul les plus puissants sur le plan économique sont gagnants. C'est cela qui explique d'ailleurs la constitution actuelle de certains grands ensembles économiques : ASEAN, L'APÉC, L'ALENA, le Mercosur ou l'UE. A l'instar de ces zones de pays l'Afrique se doit elle aussi d'explorer la voie du regroupement économique et sur ce chemin la monnaie unique peut être d'un apport décisif.

I. La monnaie unique africaine : un enjeu pour l'intégration économique du continent

II.1 Les soubassements théoriques de l'intégration économique

Dans la pratique, l'intégration économique renvoie à une procédure de rapprochement de plusieurs économies nationales dans l'optique de réaliser progressivement un vaste espace unique économique à l'intérieur duquel les différents facteurs de production circuleraient librement. Cette intégration économique peut se réaliser de deux manières, soit par les marchés, soit par la production. Il convient de souligner que dans notre cas précis, nous nous intéressons à l'intégration par les marchés. Plusieurs étapes sont prévues dans celle-ci. Pour Balassa (the theory of economic integration, 1961), l'union économique correspond à la 5^{me} et dernière phase de l'intégration avec la mise en place d'une monnaie unique. Avant cette dernière, 4 étapes intermédiaires devront se succéder (Diouf, 1983) :

- La zone de préférence douanière : les droits de douane ne sont pas supprimés mais abaissés ;
- La zone de libre échange qui correspond à une suppression des droits de douane entre les membres, mais chaque Etat participant garde sa souveraineté en matière de politique douanière ;
- L'union douanière dans laquelle, il y a un désarmement douanier accompagné du TEC et donc d'une perte de souveraineté en matière de politique douanière ;
- Le marché commun, il vient juste après l'union douanière et repose sur deux piliers : la libre circulation des marchandises et celle des facteurs de production ;
- L'union économique, étape suprême de l'intégration des marchés ; il y a union économique s'il y a union monétaire.

Avant Balassa, un premier texte complet sur l'intégration a été réalisé par Viner en 1950 et intitulé "Le problème des unions douanières". Pour Viner, la mise en place d'une union douanière entraîne des conséquences contradictoires selon les parties en place, d'abord un effet de commerce au profit des partenaires et ensuite un effet de détournement au détriment des pays tiers.

Les travaux de Viner ont été par la suite prolongés par ceux de (Lipsey 1957) et de (Meade 1966). Meade, contrairement à Viner qui avait travaillé sur un seul produit, avait fondé son argumentaire sur plusieurs en faisant ressortir l'absence d'une substitution inter produits entre les différents Etats. Pour Meade, la substitution entre les produits, jumelée au désarmement douanier augmente l'effet de création de commerce et donc par ricochet les implications positives de l'union douanière en opposition à une des conclusions de Viner.

Des travaux plus récents ont montré également que la mise en place de grands ensembles commerciaux peut conduire ces derniers vers des horizons plus rentables soit à travers l'effet d'allocation, soit à travers l'effet de croissance ou d'accumulation.

Sur le plan continental, on peut citer les travaux menés par plusieurs organismes basés en Afrique (CEA, BAD, AERC, UA). Notamment, la CEA et l'UA ont publié trois rapports intitulés 'État de l'intégration régionale en Afrique' parus respectivement en 2004, 2006, et 2008.

De son côté la BAD a publié un rapport sur la même question en 2000 au sein duquel l'institution financière mettait en exergue les avantages que l'Afrique pouvait tirer de l'intégration.

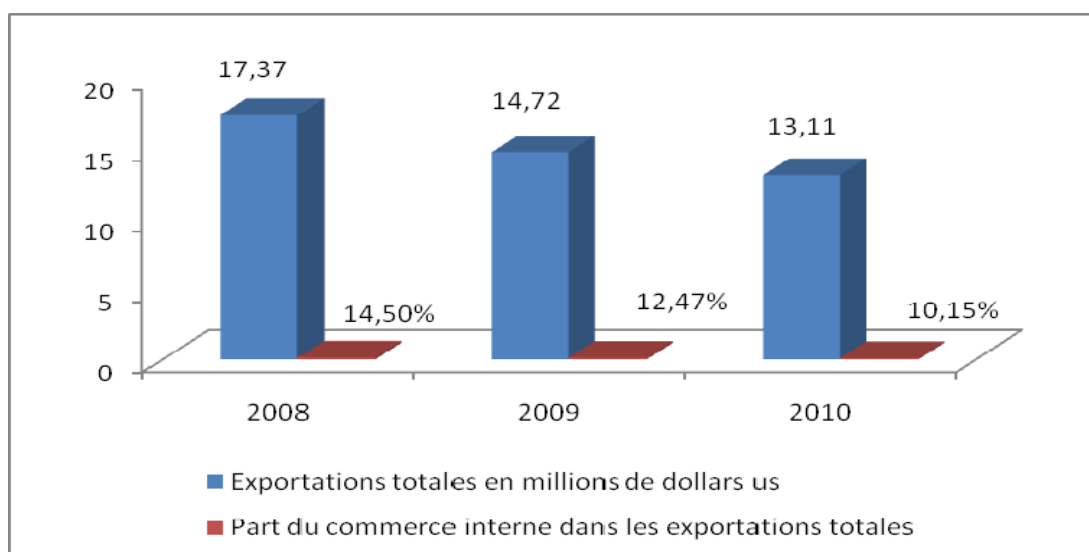
Dans la même veine plusieurs experts africains ont développé ces dernières années une littérature diversifiée sur la question de l'intégration en Afrique, l'ampleur du besoin et les difficultés pour sa mise en place (Diye, Nabukpo)..

Globalement, la majorité de cette littérature a abouti sur un point à la même conclusion à savoir : l'effet positif de l'intégration économique sur le commerce intracommunautaire. Il reste maintenant à analyser ce qu'il en est réellement pour les pays africains.

II.2 L'intégration économique africaine à l'épreuve des faits.

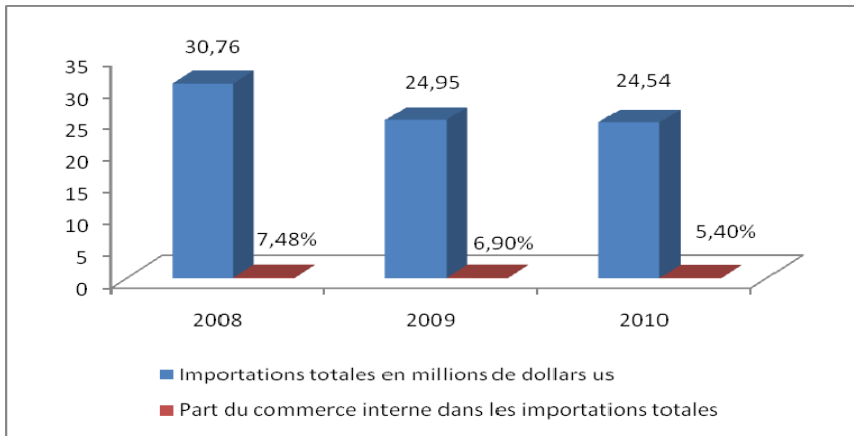
À l'épreuve des faits, on peut noter que des avancées certaines ont été réalisées par quelques organisations communautaires, il en est ainsi pour l'UEMOA et la CEMAC qui sont maintenant de véritables unions économiques avec une unicité de la politique monétaire, une surveillance multilatérale des politiques macroéconomiques et l'établissement d'un TEC pour l'UEMOA. Par contre, dans le domaine de la stimulation du commerce interne, d'atteinte d'une croissance économique durable et de la lutte contre la pauvreté, ces initiatives régionales n'ont pas donné les effets escomptés. L'analyse de la structure actuelle du commerce intracommunautaire et intercommunautaire sur le continent nous permet de voir cela. A cet effet nous prendrons comme illustration les cas de 3 groupements régionaux à savoir la CEDEAO, la CEMAC, et l'UEMOA.

Graphique 2 : Part du commerce interne par rapport aux exportations totales de l'UEMOA



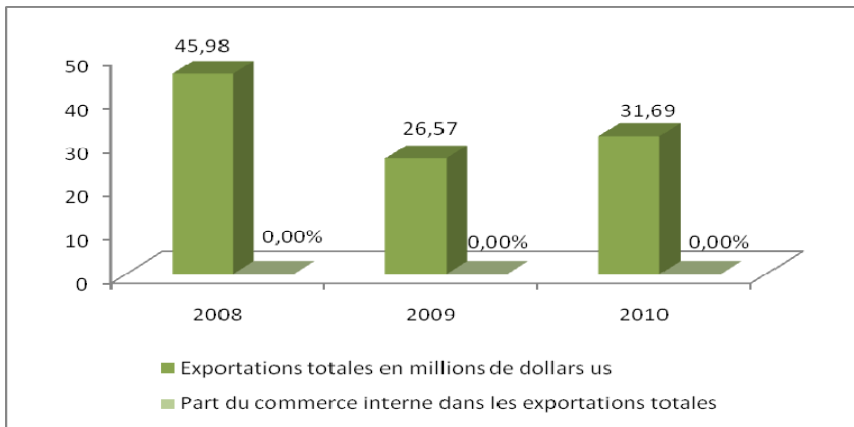
Source : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

Graphique 3: Part du commerce interne par rapport aux importations totales de l'UEMOA



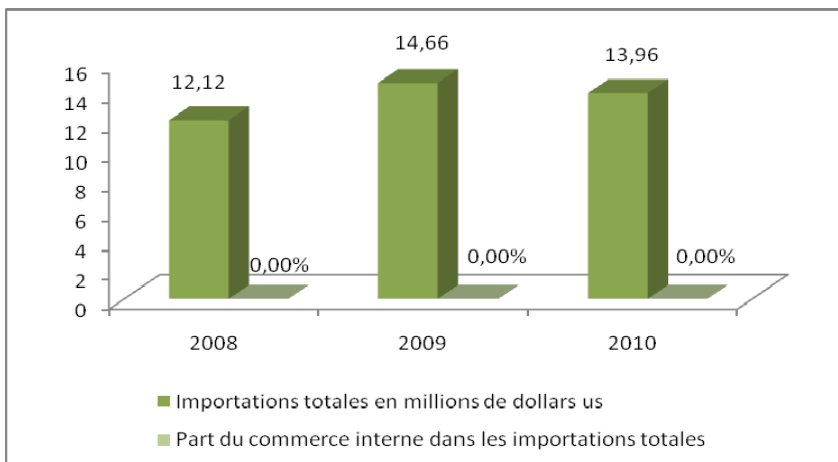
Source : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

Graphique 4: Part du commerce interne par rapport aux exportations totales de la CEMAC



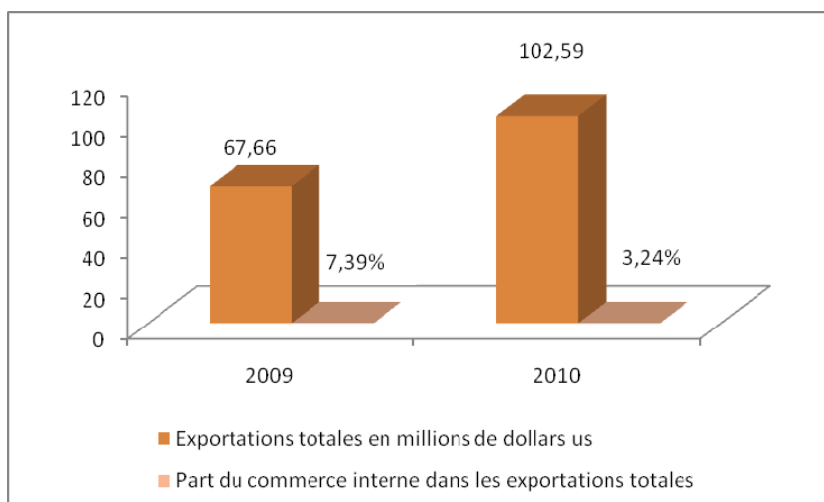
Source : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

Graphique 5 : Part du commerce interne par rapport aux importations totales de la CEMAC



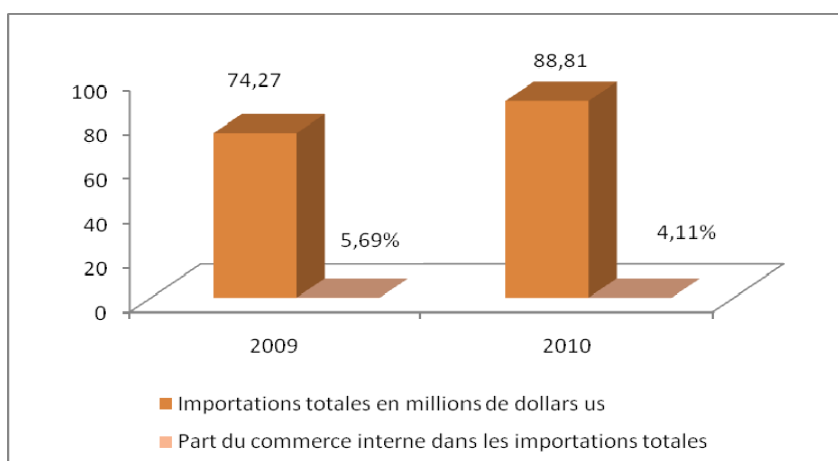
Source : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

Graphique 6 : Part du commerce interne par rapport aux exportations totales de la CEDEAO



Source : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

Graphique 7 : Part du commerce interne par rapport aux importations totales de la CEDEAO



Source : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

- **L'évolution de la structure du commerce intracommunautaire dans les 3 groupements**

L'analyse des statistiques nous montre que la structure du commerce intra régional est très en dessous de ce qu'elle est dans les autres régions du monde. Dans ce contexte, parmi les 3 groupements choisis c'est l'UEMOA qui a les meilleurs résultats. La part du commerce interne par rapport aux exportations totales de l'UEMOA est passée de 14.5% en 2008, à 12.4% en 2009, pour se fixer à 10.15% en 2010. Pour la CEDEAO, les proportions sont de 7.39% en 2009 et 3.21% en 2010 ; enfin la CEMAC vient en dernier lieu avec des seuils proches de 0%. La même tendance est observée en ce qui concerne les importations avec les meilleurs résultats toujours pour l'UEMOA 7.48% en 2008, 6.9% en 2009, et 5.4% en 2010.

En comparaison et pour 2010, la part du commerce interne dans les exportations totales de l'UE est de 64.3%, 60% pour l'ALENA, et 16.10% pour le MERCOSUR.

Tableau 3 : Part du commerce interne dans les exportations totales des différents organismes

| Organismes | 2008 | 2009 | 2010 |
|------------|--------|--------|--------|
| UE | 66,68% | 65,94% | 64,30% |
| CEDEAO | | 7,39% | 3,24% |
| CEMAC | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| UEMOA | 14,50% | 12,47% | 10,15% |
| COMESA | | 8,04% | 8,77% |
| MERCOSUR | 14,96% | 15,06% | 16,10% |

Sources : Trade Map 2011 et calcul de l'auteur

• **L'évolution de la structure du commerce interrégional**

Au vu des dernières statistiques disponibles dans Trade Map (2011), on peut dire que sur le continent ce qui est valable à l'intérieur des communautés régionales est également entre les communautés. Dans ce sens, la part des exportations de la CEDEAO vers la CEMAC dans le total des exportations de la CEDEAO passe de 6.27% en 2009 à 3.26% en 2010; la même tendance est observée en ce qui concerne les exportations de la CEDEAO vers l'UEMOA : 5.54% en 2009 à 2.85% en 2010. Les transactions commerciales (COMESA, CEDEAO), (COMESA, UEMOA), (CEMAC, UEMOA) donnent encore des résultats plus catastrophiques.

Tableau 4 : Pourcentage des exportations du CEMAC vers l'UEMOA

| | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------------|------------|------------|
| Commerce interrégional (en dollars US) | 151 195 | 82 105 | 40 034 |
| Total exportations du CEMAC (en dollars US) | 45 983 397 | 26 566 708 | 31 689 736 |
| Pourcentage | 0,33% | 0,31% | 0,13% |

Source : Trade Map, 2011 et calcul de l'auteur

Tableau 5 : Pourcentage des importations de la COMESA vers la CEDEAO

| | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|---------|------------|-------------|
| Commerce interrégional | 270 534 | 132 946 | 386 777 |
| Total des importations COMESA (dollars US) | | 98 440 753 | 110 232 901 |
| Pourcentage | | 0,14% | 0,35% |

Source : Trade Map, 2011 et calcul de l'auteur

Tableau 6 : Pourcentage des importations de la COMESA vers l'UEMOA

| | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------------|---------------|----------------|
| Commerce interrégional | 222 306 | 99 784 | 27 034 |
| Total des importations COMESA (dollars US) | | 98 440 753 | 110 232 901 |
| Pourcentage | | 0,10% | 0,02% |

Source : Trade Map, 2011 et calcul de l'auteur

Tableau 7 : Pourcentage des importations de la CEDEAO vers la CEMAC

| | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|------------|---------------|------------|
| Commerce interrégional | 210 092 | 189 773 | 527 623 |
| Total des importations COMESA (dollars US) | | 74 272 098 | 88 810 270 |
| Pourcentage | | 0,26% | 0,59% |

Source : Trade Map, 2011 et calcul de l'auteur

Tableau 8 : Pourcentage des Exportations de la CEDEAO vers l'UEMOA

| | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------------|---------------|----------------|
| Commerce interrégional | 5 457 536 | 3 747 240 | 2 928 504 |
| Total des exportations CEDEAO (dollars US) | | 67 663 229 | 102 593 087 |
| Pourcentage | | 5,54% | 2,85% |

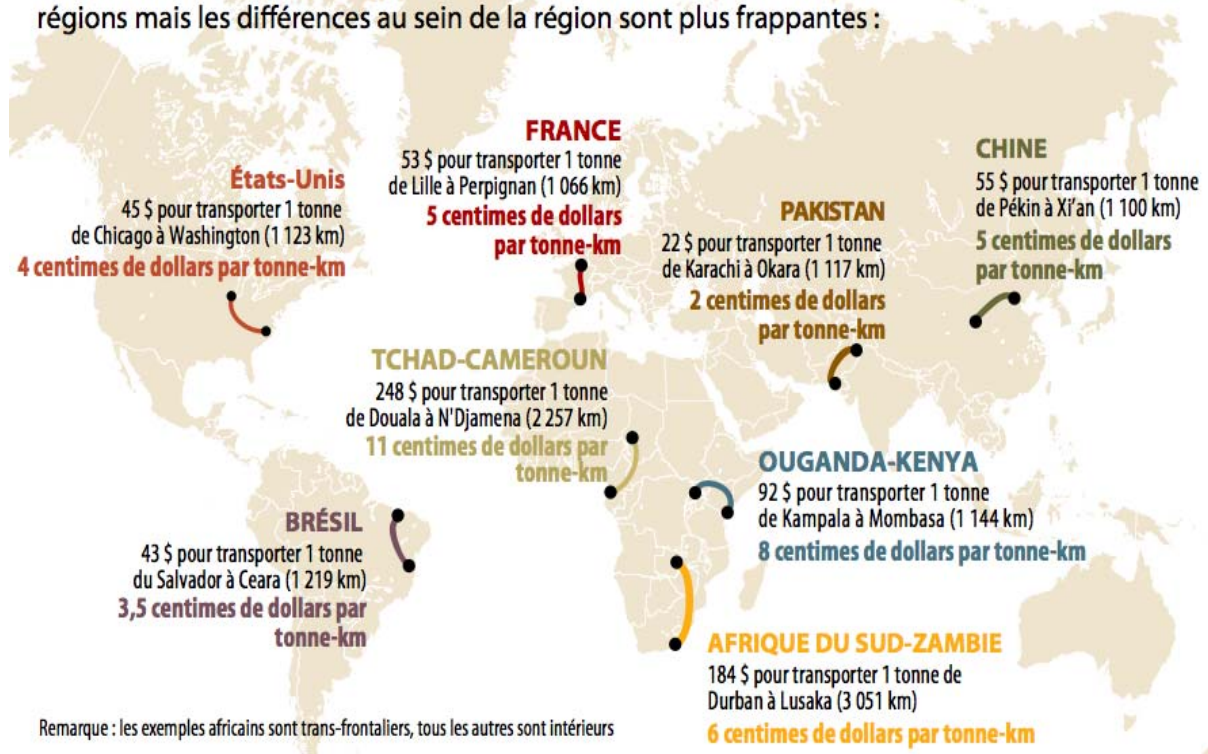
Source : Trade Map, 2011 et calcul de l'auteur

Au total, on constate ainsi que l'intégration régionale en Afrique en dépit des efforts qui ont été faits n'a pas toujours répondu aux objectifs qui lui étaient assignés à la base.

Parmi les entraves au développement du commerce intra régional, on peut citer le non diversification des économies africaines qui fait que ces dernières exportent les mêmes produits, et l'omniprésence du secteur informel qui masque un grand nombre de transactions commerciales. A cela, on peut ajouter les problèmes de leadership entre dirigeants qui plombent souvent les initiatives communautaires (2 bourses régionales des valeurs mobilières dans la CEMAC), le déficit infrastructurel et le coût élevé des transports.

Graphique 8 : Comparaison du prix du transport au niveau de certains pays

Les prix du transport en Afrique ont tendance à être plus élevés que dans d'autres régions mais les différences au sein de la région sont plus frappantes :



Sources : « *l'Afrique et l'OMC* » El Hachemi (colloque Rabat juin 2011)

Pour notre étude, nous nous intéressons surtout à l'obstacle lié à la diversité des monnaies et à leur inconvertibilité. Cette entrave limite fortement d'une part le volume du commerce intra régional et d'autre part réduit la compétitivité des économies africaines, d'où la nécessité d'aller vers la monnaie unique en Afrique.

II.3 Pourquoi la monnaie unique en Afrique ?

Les arguments en faveur de la monnaie unique africaine soulèvés pour la première fois dans les années 1960 au sein de l'OUA ont pris de l'ampleur avec la création de l'ABCA (l'Association des Banques Centrales Africaines en 1965).

Lors de sa 26^{me} session ordinaire tenue à Alger le 4 septembre 2002, l'ABCA a lancé le PCMA (le Programme de coopération monétaire en Afrique) avec à la clef, la mise en place d'une monnaie et d'une Banque centrale uniques à l'échelle du continent. Pour y parvenir, le PCMA a mis en place 4 critères de convergence de premier rang devant être respectés par au moins 51% des pays membres de l'Association : (ABCA : rapport PMCA2008)

- Déficit budgétaire global /PIB, hors dons inférieur à 3%
- Taux d'inflation inférieur à 3%
- Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque centrale
- Réserves extérieures supérieures ou égales à 6 mois d'importations

Sur ce chemin vers la monnaie unique, l'ABCA a divisé le continent en 5 sous-régions et notre étude porte sur celle de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La CEDEAO se caractérise par l'existence de 8 unités monétaires inconvertibles dont la fusion en 2020 en une monnaie unique sous régionale améliorerait fortement la situation économique des Etats membres et stimulera le développement du commerce intracommunautaire. Parmi les effets bénéfiques de cette monnaie unique, on peut citer :

- La réduction des coûts de transaction qui se répercuterait sur les coûts de production pour améliorer la compétitivité économique des Etats
- Le gonflement du commerce intra régional à travers la présence d'une monnaie unique de facturation de ce commerce
- La mise en place de politiques économiques et monétaires orthodoxes du fait des contraintes issues de la communauté (Banque Centrale sous régionale assez indépendante).

Sur le plan théorique une littérature abondante a été consacrée à la question de la monnaie unique dans la CEDEAO, cependant, il convient de souligner que celles-ci ont conduit souvent à des conclusions opposées sur l'impact d'une union monétaire sur le commerce intra régional. Pour Mundel (1961), l'inconvénient majeur d'une union monétaire demeure la perte de l'autonomie de la politique monétaire.

Au plan continental, il convient de souligner que la plupart des travaux consacrés à la question conduisent globalement à des résultats positifs (Madariga, 2010). Ainsi pour Masson et Patillo (2004), les pays de la zone franc échangent entre eux 2.2 fois plus qu'avec les autres ; le coefficient multiplicateur pour Nitsch (2004) est de 1.5.

Dans le même ordre d'idées (Nubuko, 2010) montre que l'existence d'une union monétaire au-delà du gonflement du commerce régional pourrait être source de développement de la notion de partage des risques à travers l'accroissement de la mobilité des facteurs de production. Ce point de vue est largement partagé par les fédérations patronales syndicales dans la sous-région, en effet pour le vice président du Conseil National du Patronat du Sénégal : La constitution de la monnaie unique dans l'espace CEDEAO permet de rendre fluide les transactions commerciales et les transferts, facilite la circulation des produits et des services, améliore la circulation des personnes et élargit le marché financier en facilitant sa croissance.

Au-delà de la stimulation du commerce intra régional, l'émergence actuelle d'un système monétaire international multipolaire (dollar, yen, euro) (Agnew et Bassy-Quir et Ferry, 2011) fait qu'il est temps que le continent puisse se regrouper pour pouvoir tirer bénéfice de cette multi polarisation en mettant en place son propre pôle monétaire.

Au total, tous ces arguments montrent nettement le bien fondé de la monnaie unique dans la CEDEAO et au-delà sur le continent.

Maintenant, comment instaurer celle-ci dans la CEDEAO ?

Il s'agira d'abord de la zone monétaire existante (UEMOA, 8 pays une monnaie le franc CFA), de mettre en œuvre la 2^{ème} zone appelée ZMAO et comprenant le NIGERIA, la Sierra Leone, la Gambie, la Guinée, et le Ghana. L'adoption de cette ZMAO prévue dernièrement en 2010 a été repoussée en 2015 du fait des difficultés des 6 pays à respecter les critères de convergence ; à cette date, la ZMAO devrait adopter sa monnaie commune l'UECO. Ensuite, la ZMAO et l'UEMOA normalement élargie à deux autres pays (Cap Vert et le Libéria) devraient fusionner leurs 2 unions monétaires pour donner en 2020 la monnaie unique de la CEDEAO. Entre temps, la condition fondamentale à respecter pour que ce processus puisse tenir est le respect strict des critères de convergence dictés dans la communauté. En premier lieu, une union monétaire a d'autant plus de chances de tenir que les pays ont des structures économiques proches, que les politiques économiques menées par les gouvernements sont coordonnées, et que chacun accepte de ne pas adopter des politiques qui seraient nuisibles aux autres. Il faut donc définir un cadre institutionnel qui favorise cela. (Dufrenot, 2010)

Quelle unité monétaire choisir comme monnaie unique dans la CEDEAO : les scénarii possibles ?

Plusieurs voies sont possibles, doit-on prendre l'UECO monnaie du sous ensemble le plus puissant qui abrite le Nigeria, avec comme limite l'instabilité politique de ce pays ? Pourquoi pas le franc CFA monnaie unique des 8 États émise par la BCEAO qui a une tradition de gestion orthodoxe de la monnaie ? L'incertitude soulevée à ce niveau est que le franc CFA est sous la tutelle de la France alors que la monnaie renvoie à la question du drapeau donc de l'indépendance. Enfin pourquoi ne pas choisir le schéma européen avec à la clef l'abandon des monnaies nationales et l'adoption d'une nouvelle unité monétaire qui s'imposerait automatiquement dans tous les pays membres ou qui entrerait en concurrence avec les monnaies nationales durant une période donnée pour enfin aboutir à la meilleure monnaie de la sous région (Hayek, F).

Une fois la monnaie sous régionale instaurée, la dernière phase sera le choix du régime de change de la nouvelle monnaie qui pourrait être fixe par rapport aux devises internationales ou flotter par rapport à celles-ci ou à un panier de monnaies. Le choix de ce régime de change est difficile incombe aux autorités monétaires et devra prendre en compte plusieurs paramètres comme : le niveau de la dette, les conséquences sur le commerce, l'inflation, la croissance etc. (Dufrenot, 2010).

La même démarche devra être suivie dans les 4 autres sous régions pour trouver dans chacune d'entre elles une monnaie sous régionale et c'est la fusion de ces différentes monnaies sous régionales qui va en final donner la future monnaie unique africaine.

I. Les contraintes techniques et institutionnelles à remplir pour une réussite de la monnaie unique en Afrique

Au vu des développements précédents, la monnaie unique apparaît comme un impératif pour le développement des pays africains, cependant elle ne se crée pas, autrement dit son avènement demande de la part des Etats membres le respect de certaines contraintes institutionnelles, politiques et techniques parmi lesquelles on note :

- Une volonté politique marquée et une acceptation d'abandon de la souveraineté dans certains domaines.

En fait, la question monétaire renvoie à l'idée d'indépendance et donc de souveraineté. Ainsi, pour que la monnaie unique puisse apparaître sur le continent il faudrait qu'au préalable les autorités politiques acceptent de transférer une partie de leur souveraineté à une institution supranationale qui serait chargée de créer cette monnaie et de conduire la politique monétaire dans l'union. Cette banque centrale commune devrait donc être indépendante à l'égard du pouvoir politique, ce qui lui donnerait une grande marge de manœuvre pour mener des politiques monétaires orthodoxes bannissant par exemple le financement monétaire de déficits budgétaires structurels.

La volonté politique marquée voudrait également que cesse la course vers le leadership dans certaines parties du continent : dans la CEMAC, nous avons ainsi une union économique et monétaire avec deux bourses sous régionales (Yaoundé et Libreville), l'instauration de visas d'entrée alors que les règles de la communauté postulent la libre circulation des biens et des personnes.

- La convergence macroéconomique entre les Etats

Dans la pratique, la viabilité d'une union monétaire reste subordonnée au respect de la convergence macroéconomique entre les pays, c'est-à-dire à la mise en place de politiques économiques tirant dans le même sens. En d'autres termes, ces politiques doivent faire l'objet d'une surveillance multilatérale par les pays concernés de manière à ce que les contreperformances de certains ne compromettent la solidarité de l'ensemble. C'est cette préoccupation qui a motivé le long processus de convergence dans lequel les pays européens se sont engagés avant de lancer leur monnaie unique l'euro (Dufrenot). En réalité l'instauration d'une monnaie unique dans un ensemble totalement divergent pousserait les Etats les plus forts à agir sur le plan économique les plus faibles. Les dernières statistiques de l'ABCA nous montrent que malgré les efforts qui ont été faits dans ce domaine, plusieurs éléments de blocage subsistent toujours.

Tableau 9 : Nombre de pays respectant les critères de premiers rangs en 2010

| Sous-régions | Solde budgétaire/PIB° 3% | | Inflation ° 5% | | Financement d'excédent Budgétaire par BC=0 | | Réserves Extérieures » 6 mois | |
|---------------------------------|-----------------------------|-----|-------------------|-----|---|-----|----------------------------------|-----|
| | 009 | 010 | 009 | 010 | 009 | 010 | 009 | 010 |
| Afrique du Nord (6 pays) | | | | 0 | | 0 | | |
| Afrique de l'Ouest (15 pays) | | | 0 | 7 | 2 | 2 | 1 | 0 |
| Afrique centrale (8 pays) | | | | 5 | | 3 | | |
| Afrique Australe (11 pays) | | | | 5 | 2 | 1 | | |
| Afrique de l'Est (11 pays) | | | | 4 | | 5 | | |

Sources : statistiques ABCA 2011

*ABCA : Association des Banques Centrales Africaines

- La lutte contre la corruption et la pratique de la bonne gouvernance

Une monnaie unique crédible n'est pas compatible avec un niveau "levé" de corruption. En effet, le défi actuel le plus important du continent aujourd'hui reste la corruption surtout dans l'administration. Celle-ci constitue un frein à la croissance économique, décourage l'investissement privé tant local qu'étranger et réduit les ressources disponibles pour le développement. Cela va rétroagir négativement sur la valeur de la monnaie.

- L'arrêt de la duplication des projets d'intégration dans les différentes sous-régions : ainsi en Afrique de l'Ouest nous avons l'UEMOA et la Cedeao, en Afrique centrale la CEEAC et la CEMAC. Ce doublement des zones monétaires entraîne une augmentation des charges budgétaires pour les Etats d'une part, d'autre part il peut saper les efforts de convergence et en même temps être source de contradictions dans les objectifs d'unité monétaire poursuivis au niveau continental.

Conclusion et recommandations

En dépit de la persistance de la crise économique sur le plan international depuis quelques années, l'Afrique a pu limiter les conséquences négatives de la récession dans les pays industrialisés surtout du fait de sa faible intégration dans les structures financières et commerciales internationales. Le taux de croissance de son PIB a pu ainsi faire un rebond pour passer de 2.6% en 2009 à 5.5% en 2010. Toutefois ce niveau ne lui permet toujours pas d'atteindre les 7 à 8% nécessaires pour régler la question des OMD permettant de lutter durablement contre la pauvreté. Malgré les efforts faits, l'Afrique reste donc toujours en marge de la mondialisation actuelle.

L'une des raisons qui explique cela reste la balkanisation du continent avec la multiplication de micros Etats sans fondements économiques solides au moment où les autres régions du monde se regroupent dans de grands ensembles. Dans cette optique, nous avons constaté que la question des Etats Unis d'Afrique vue sous l'angle économique pouvait être une solution optimale de sortie de crise du continent par le biais de l'intégration économique régionale. Sur cette voie la monnaie unique africaine peut être d'un apport décisif dans la mesure où elle va pouvoir transcender la question des frontières mais également les clivages au niveau des différences linguistiques. En effet, la monnaie est un signe de souveraineté, d'indépendance et elle sera ainsi le drapeau de la future fédération des Etats d'Afrique. Cependant, la monnaie unique ne se crée pas, autrement dit son instauration et sa réussite demandent au préalable le respect de certaines conditions :

- Une volonté politique forte des différents pouvoirs publics pour transférer une partie de leur souveraineté à des structures supranationales
- Une intensification des courants commerciaux entre les Etats africains et entre les communautés économiques régionales déjà existantes
- La pratique de la bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté dans les différents Etats
- Le renforcement de la démocratie et l'établissement d'Etats de droit sur le continent.

Bibliographie

- Agnes Benassy Q, J P ferry ¿ Vers un régime monétaire multipolaire:le meilleur ou le pire des scenarios? ¿ Problèmes économiques du 27 avril 2011
- Banny, C. K., (2000), ¿ Problematique de l'intégration monétaire en Afrique de l'ouest ¿ Colloque Ouagadougou mars 2000
- Balassa, B., (1962), ¿ The theory of economic integration ¿ (Allen Unwin)
- CNUCED, (2009), Le développement économique en Afrique : renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique ¿ Nations unies Genève.
- CNUCED,(2010), Rapport sur l'investissement dans le monde, Nations Unies Genève
- Dieye, C. T. (2010), ¿ Quel future pour l'intégration et le commerce intra régional en Afrique de l'ouest ¿ *Revue enda syspro Dakar*
- Diouf M. (1983), Intégration économique en Afrique, Edition NEAS
- Diouf, J (2011), citation tirée de ¿ Famine en Afrique ¿ article publié dans le Nouvel Observateur et AFP du 24/07/2011
- Dufrenot, G., (2010), ¿ Vers une monnaie unique pour les pays de la CEDEAO ¿ *Revue grain de sel N°51*
- El Hachimi (2011), « *L'Afrique et l'OMC* ¿, colloque Rabat juin 2011
- Fall, P.N., (2010), ¿ La situation de l'intégration régionale : le défi de la monnaie unique ¿ Colloque Accra 2007
- Madariaga, N. (2010), ¿ Mesure et évolution récente de l'intégration commerciale en zone franc », *Revue Macrodev, Novembre 2010 N°1*
- Masson, P. et Patillo, C., (2004), ¿ une monnaie unique pour l'Afrique ¿ *Finances et développement*, Décembre 2004
- Mundell, R. (1961), ¿ A theory of optimum currency area ¿ *AER no 51*
- Ndoye, A.A (2010), la citation tirée de " ou en est internet en Afrique?" article publié le 11 juin 2010 par ZDNet.fr
- Nitsch, V., (2004), ¿ Comparing apples and oranges:the trade effect of multilateral currency union is small ¿ in Alexander V, G Von F, J Melitz(ed), Monetary Unions and hard Pegs. Effects on Trade, Financial development and stability, Oxford University Press
- Nubukpo, K. (2010), ¿ Politique monétaire et développement du marché régional en Afrique de l'ouest : les défis du franc CFA et les enjeux d'une monnaie unique dans l'espace CEDEAO ¿ *Revue enda syspro Dakar*
- Viner, J. (1950), ¿ Le problème des unions douanières ¿ (the carnegie endowment for international peace)
- Von Hayek F ¿ Denationalisation of money ¿ London Institute of economic affairs, special papers no70,1986